



Vu pour être annexé au PLU suite à la délibération approuvant la révision allégée,
Fait à Montreuil-Sur-Mer,
Le Président de la CA2BM
Monsieur COUSEIN Bruno

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

Extension de la carrière

Notice explicative

Procédure approuvée le :	4 juillet 2024
--------------------------	----------------

SAS UrbYcom
Aménagement & Urbanisme

85 Espace Neptune
Rue de la Calypso
62110 HENIN-BEAUMONT

Tel. 03 62 07 80 00
Fax. 03 62 07 80 01
Mail. contact@urbycom.fr

Sommaire

Sommaire	2
I. Contexte	3
1. Contexte territorial.....	3
2. La commune de Wailly-Beaucamp	4
II. Cadre législatif.....	5
1. Le champ de la révision allégée.....	5
2. Déroulement de la procédure	6
II. Justification du projet.....	7
1. Présentation du projet	7
2. La mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables du PLU de Wailly-Beaucamp.....	9
III. Intérêt général du projet	12
III. La prise en compte des documents supra-communaux	13
1. Le SCoT du pays maritime et rural du Montreuillois.....	13
2. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie .	13
3. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Authie.....	14
4. Schéma interdépartemental des carrières.....	16
IV. L'évolution du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp	18
IV. Incidence sur l'Environnement de la procédure de révision allégée	20
1. Impact environnemental	20
2. Impact sur la consommation d'espace et les terres agricoles	27
3. Impact sur le paysage	29
V. Conclusion	30

I. Contexte

1. *Contexte territorial*

La CA2BM est issue de la fusion, au 1er janvier 2017 de trois anciennes intercommunalités :

- La Communauté de Communes du Montreuillois (CCM),
- La Communauté de Communes Opale-Sud (CCOS),
- La Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale (CCTMO).

Plusieurs documents couvrent aujourd'hui le territoire de la CA2BM : un PLUI pour les 10 communes membres de l'ex CCOS, 19 PLU, 4 Cartes Communales et 13 communes qui ne possèdent pas de document d'urbanisme et qui sont, par conséquent, soumises aux dispositions du Règlement National d'Urbanisme.

Ainsi, la CA2BM a lancé une procédure d'élaboration d'un PLUI, document d'urbanisme unique et applicable sur l'ensemble du territoire de ses 46 communes.

La commune de Wailly-Beaucamp possède son propre PLU, la compétence planification relevait alors de la commune jusqu'à la création de la CA2BM.

Parallèlement à l'élaboration d'un PLUI, le Code de l'Urbanisme prévoit la possibilité de mener des procédures d'évolution des documents d'urbanisme en vigueur, en parallèle, pour les EPCI issus de fusion. C'est l'article L.153-6 du Code de l'Urbanisme qui ouvre cette possibilité.

Article L.153-6 du Code de l'Urbanisme : « *I- En cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, y compris lorsqu'il est issu d'une fusion, ou de modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent ou de transfert de cette compétence à un tel établissement public, les dispositions des plans locaux d'urbanisme applicables aux territoires concernés restent applicables.*

Elles peuvent faire l'objet d'une procédure de révision, en application de l'article L.153-34, de modification ou de mise en compatibilité, jusqu'à l'approbation ou la révision d'un plan local d'urbanisme couvrant l'intégralité du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale concerné. »

2. *La commune de Wailly-Beaucamp*

Situé à 6 kilomètres de Montreuil, 15 km de Berck et 20 km du Touquet-Paris-Plage, sur le plateau entre la vallée de la Canche et celle de l'Authie, Wailly-Beaucamp est un petit village de 1 029 habitants¹. Son sol essentiellement sableux est depuis longtemps exploité par des carrières en périphérie. Si le territoire du village est essentiellement couvert d'openfield, les surfaces boisées sont assez importantes avec les bois du Mouflet, de l'Église ou encore du Quesnoy.

Le village est traversé par l'ancienne RN 1 reliant Boulogne-sur-Mer à Paris et est desservi par la sortie n° 25 de l'autoroute A16.

Profitant pleinement du phénomène de réurbanisation, la croissance démographique du village est soutenue depuis le début des années 1990 (15,2 % de 1999 à 2005), phénomène qui continue encore aujourd'hui (la commune a connu une hausse démographique de plus de 100 habitants depuis 2005, ce qui constitue une croissance démographique supérieure à 10% en 15 ans²).

Les nouvelles constructions se trouvent principalement sur la route dite de Boisjean et au Monthodion. Le village attire de nouveaux commerces et une zone d'activité intercommunale, à proximité de la sortie 25 et du centre d'entretien de l'autoroute A16, est en projet sur son territoire.

Le PLU de la commune de Wailly-Beaucamp a été approuvé le 25 juillet 2007, modifié le 18 juin 2010, le 29 mars 2012 et le 20 juin 2013 et a fait l'objet d'une modification simplifiée le 22 septembre 2014.

¹ Recensement de l'INSEE (chiffres de 2019)

² La commune comptait 900 habitants en 2005, et 1 029 habitants en 2019

II. Cadre législatif

1. *Le champ de la révision allégée*

Cette procédure est énoncée dans l'article **L.153-34 du code de l'Urbanisme** :

« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

En l'espèce, la présente procédure vise à réduire un espace agricole. En effet, il s'agit d'étendre la carrière, classée en zone Nc, sur des terrains classés en zone A.

Elle entre donc dans le cas n°1 des possibilités offertes par l'article L.153-34 du code de l'Urbanisme.

Le présent dossier de révision allégée sera composé des pièces suivantes :

- La notice explicative,
- L'évaluation environnementale et son résumé non technique,
- Le plan de zonage de Wailly-Beaucamp modifié.
- En annexe, l'étude écologique réalisée sur le site.

2. Déroulement de la procédure

Les modalités de la révision allégée sont définies à l'article R.153-12 du Code de l'Urbanisme, et indiquent que :

« Lorsqu'il décide d'engager une procédure de révision en application de l'article L. 153-34, le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire saisit l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal qui délibère sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation conformément à l'article L. 103-3.

La délibération qui arrête le projet de révision du plan local d'urbanisme peut simultanément tirer le bilan de la concertation organisée en application de l'article L.103-6.

L'examen conjoint des personnes publiques associées a lieu, à l'initiative du président de l'établissement public ou du maire, avant l'ouverture de l'enquête publique.

Le projet de révision arrêté, accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, est soumis à l'enquête publique par le président de l'établissement public ou par le maire. ».

Les grandes étapes sont donc les suivantes :

- La révision est élaborée à l'initiative de l'autorité compétente, en l'espèce la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois.
- La délibération de l'autorité compétente prescrit la mise en révision allégée du document d'urbanisme et fixe les modalités de la concertation. La délibération est notifiée aux Personnes Publiques Associées.
- Le Conseil Communautaire arrête la révision allégée,
- Le projet arrêté est soumis à l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, dans le cadre d'une réunion ;
- Le projet de révision arrêté est soumis à enquête publique conformément au code de l'environnement, et avec pour annexe le procès-verbal de la réunion de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées ;
- Le dossier est approuvé par le Conseil Communautaire après enquête publique, éventuellement modifié pour tenir compte de l'examen conjoint et des remarques faites à l'enquête ;
- Le dossier est tenu à la disposition du public.

La présente révision allégée est soumise à une évaluation environnementale, comme le mentionne l'article R.104-11 du Code de l'Urbanisme :

I. Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision :

a) Lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

b) Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

c) Dans tous les autres cas où une révision est requise en application de l'article L. 153-31, sous réserve des dispositions du II.

II.- Par dérogation aux dispositions du c du 2° du I, les plans locaux d'urbanisme font l'objet, à l'occasion de leur révision, d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, s'il est établi que cette révision est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, lorsque:

1° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième (1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha) ;

En l'espèce, l'extension envisagée porte sur une superficie de 4,09 ha, ce qui représente plus de deux millièmes du territoire. La procédure est donc soumise à évaluation environnementale systématique.

II. Justification du projet

1. Présentation du projet

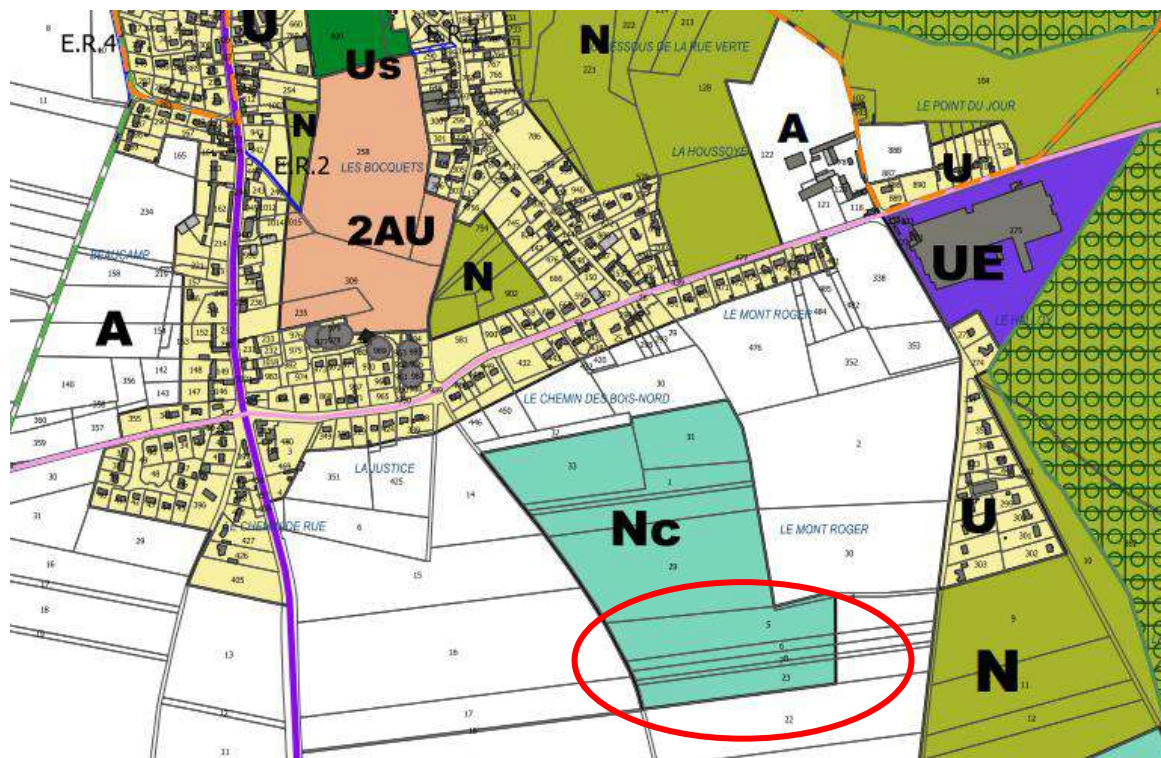
Le territoire de Wailly-Beaucamp accueille un gisement exploitable important. Ainsi le territoire comprend simultanément 2 à 3 carrières ouvertes depuis les années 50.

La carrière objet de la présente procédure est ouverte depuis la fin des années 1980 / début des années 1990. La superficie a déjà été étendue 2 fois : la première extension a eu lieu dans les années 2010, puis une seconde fois depuis. La présente demande d'extension sera donc la 3^{ème}.

La carrière de Wailly-Beaucamp située au Sud du territoire communal arrive au bout de ses capacités d'exploitation. L'entreprise souhaite s'étendre sur sa partie sud en zone agricole.

En effet, cette activité pourvoyeuse d'emplois et de matériaux en circuits-courts, est proche de la cessation d'activité en raison d'un épuisement du gisement. Il apparaît aujourd'hui nécessaire de prévoir l'extension de la zone réservée à l'implantation de carrière sur les parcelles voisines.

L'objet de la révision allégée est de changer le zonage des parcelles ZC5, ZC6, ZC7, ZC8 et ZC23. Les parcelles concernées, sont actuellement situées en zone A, seront classées en zone Nc (zone naturelle à exploitation de carrières). Le règlement de la zone Nc est également adapté en conséquence, celui-ci constituant un STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées).



Extrait du PLU opposable avec extension envisagée (en rouge)



Perspective sur la carrière et l'extension envisagée

2. La mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables du PLU de Wailly-Beaucamp

Comme évoqué en préambule, la révision allégée ne doit pas remettre en cause les orientations générales du PADD. En effet, contrairement aux jurisprudences antérieures, le juge administratif n'est plus tenu de vérifier l'atteinte à l'économie générale du plan³ ou du PADD⁴, mais s'attèle, depuis l'ordonnance du 5 janvier 2012⁵, à constater la cohérence avec les orientations du PADD.

Cette cohérence doit être recherchée « [...] dans le cadre d'une analyse globale le conduisant à se placer à l'échelle du territoire couvert par le document d'urbanisme, si le règlement ne contrarie pas les orientations générales et objectifs que les auteurs du document ont définis dans le projet d'aménagement et de développement durables, compte tenu de leur degré de précision. Par suite, l'inadéquation d'une disposition du règlement du plan local d'urbanisme à une orientation ou un objectif du projet d'aménagement et de développement durables ne suffit pas nécessairement, compte tenu de l'existence d'autres orientations ou objectifs au sein de ce projet, à caractériser une incohérence entre ce règlement et ce projet. »⁶

Si le terme de « cohérence » vient ici s'ajouter aux rapports de compatibilité et de conformité connus jusque-là, le renvoi aux orientations du PADD est également une nouveauté. Le juge doit là encore faire une analyse d'ensemble : « En exerçant ainsi son contrôle au regard d'un objectif particulier du projet d'aménagement et développement durables, sans prendre en compte l'ensemble des orientations et des objectifs de ce projet dans les conditions énoncées au point précédent, la cour a commis une erreur de droit. »⁷

En l'espèce, la révision allégée vise à mettre en œuvre le projet politique défini dans le PLU. La modification portée au document consiste en un ajustement léger, lequel vise à permettre l'extension de la carrière.

Ce projet permet de mettre en œuvre l'axe 2 du PADD, « conforter les activités économiques ».

L'extension envisagée est d'ailleurs reprise sur le schéma de présentation du PADD.

³ Commissaire du gouvernement Bonichot, conclusions, Conseil d'Etat 7 janvier 1987 Pierre-Duplaix

⁴ Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat

⁵ Ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

⁶ Conseil d'Etat, 6ème et 5ème chambres réunies, 30/05/2018, 408068

⁷ Ibid

L'atteinte à l'économie générale du plan peut être définie comme la remise en cause d'une option fondamentale du parti d'urbanisme ayant une incidence sur la vision d'ensemble qu'effectue le plan. Pour déterminer cette atteinte, la jurisprudence retenait deux principaux critères : l'importance de la zone touchée par rapport à l'ensemble du territoire couvert par le plan d'occupation des sols et l'importance et la nature des modifications introduites dans cette zone. Par exemple, le changement d'affectation de certains secteurs, avec redéfinition d'une zone d'aménagement concerté et la création de deux nouvelles ZAC est considéré comme une atteinte à l'économie générale du plan (CAA Paris 8 novembre 2007 Association syndicale du Front-de-Seine).

L'atteinte à l'économie générale du plan peut être définie comme la remise en cause d'une option fondamentale du parti d'urbanisme ayant une incidence sur la vision d'ensemble qu'effectue le plan. Pour déterminer cette atteinte, la jurisprudence retenait deux principaux critères : l'importance de la zone touchée par rapport à l'ensemble du territoire couvert par le plan d'occupation des sols et l'importance et la nature des modifications introduites dans cette zone. Par exemple, le changement d'affectation de certains secteurs, avec redéfinition d'une zone d'aménagement concerté et la création de deux nouvelles ZAC est considéré comme une atteinte à l'économie générale du plan (CAA Paris 8 novembre 2007 Association syndicale du Front-de-Seine).

En l'espèce, le PADD du PLU de Wailly-Beaucamp prévoit expressément l'extension de la carrière dans son schéma, à l'axe 2 « conforter les activités économiques ». Le schéma matérialise la zone d'extension, mais il faut rappeler qu'il s'agit d'une orientation générale, d'un rapport de compatibilité ; ainsi, le fait que le périmètre soit moins important que celui repris finalement sur le zonage ne révèle pas une incohérence entre les deux pièces. D'ailleurs, le schéma du PADD ne reprend pas l'entièreté de l'emprise de la carrière existante dans le symbole « carrière ». La présente procédure ne remet ainsi pas en cause le parti d'urbanisme défini à l'époque, qui était de permettre l'extension de la carrière.

Sur l'atteinte à l'activité agricole, le juge retient que *l'incompatibilité entre la création prévue par le PLU d'une zone destinée à des équipements publics et les orientations du PADD visant à préserver l'activité agricole de la commune n'est pas établie, d'autant plus que le PADD relève également la nécessité d'une nouvelle implantation du pôle sportif de la commune* (CAA Nantes, 16 novembre 2012, Monsieur A. n°11NT00347). La situation ici est similaire ; l'extension de la carrière était prévue au PADD, et n'empêche pas la commune de préserver ses autres espaces agricoles.

III. Intérêt général du projet

Pour apprécier le caractère d'utilité publique du projet, la « théorie du bilan » est utilisée, même en l'absence d'expropriation. Le bilan est amené à confronter l'intérêt général avec l'atteinte aux intérêts privés, l'atteinte aux autres intérêts publics et le coût financier du projet.

Pour démontrer l'utilité publique d'une opération, la jurisprudence impose d'utiliser la théorie du « bilan coût-avantages » érigée par l'arrêt d'assemblée du 28 mai 1971 « Ministre de l'équipement et du logement/Fédération de défense des personnes concernées par le projet actuellement dénommé Ville nouvelle-est ».

L'objectif est de comparer les avantages et les inconvénients d'un projet. Ainsi, *« une opération ne peut être légalement déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente »*. A ceci, le Conseil d'Etat a ajouté la prise en compte de *« l'atteinte à d'autres intérêts publics »*, comme l'énonce l'arrêt du 20 octobre 1972, Sainte Marie de l'Assomption. Ainsi, lorsque l'administration poursuit des objectifs correspondant à un intérêt général, l'opération revêt un caractère d'utilité publique.

Ce bilan coût-avantage est présenté à la fin de la présente notice, à l'issue de la présentation des impacts paysagers, écologiques et agricoles.

Les opérations concourant au développement économique revêtent majoritairement un caractère d'intérêt général selon la jurisprudence. C'est notamment le cas pour la réalisation des équipements qui peuvent concourir au développement de l'emploi⁸, ou en matière de lutte contre le chômage⁹.

En outre, il en va ainsi de la modification concernant la localisation d'un centre médico-social *« de nature à permettre la création d'emplois dans la commune (qui) n'est pas étrangère à l'intérêt général, alors même que le centre serait réalisé par une personne privée »* (CE 28 sept. 1999, Commune de Pont-Sainte-Marie, AFDUH n° 4, 479). C'est encore le cas de la révision, qui permet la création d'un camping-caravaning sur les parcelles d'un conseiller municipal, correspondant à l'extension d'une aire de loisirs de ce même conseiller. Selon l'arrêt rendu dans cette affaire, la mesure *« ne peut être regardée, notamment par les recettes fiscales qu'elle est susceptible de générer au profit de la commune et par ses incidences économiques, comme étrangère à l'intérêt général »* (CAA Paris, 31 octobre 2000 commune de Saint-Germain sous-Doué, Et. Fonc. 2001, n° 90 chr. jurisp. J-P Demouveau, 44).

Autre exemple, il est possible de citer un arrêt du Conseil d'Etat reconnaissant le caractère d'utilité publique d'un parc d'activités économiques du fait des avantages que cela apporterait en termes de développement économique et de création d'emplois¹⁰.

On peut donc dire que le projet contribue au développement économique du territoire communal mais également intercommunal, en permettant le maintien des emplois existants sur le site.

⁸ CE, 23 mai 1986, n° 48238

⁹ Conseil Constitutionnel, n°2003-487 DC du 18 décembre 2003

¹⁰ CE, 21 mai 2008, n°301647

III. La prise en compte des documents supra-communaux

Cette partie est détaillée dans l'évaluation environnementale.

1. *Le SCoT du pays maritime et rural du Montreuillois*

Pour rappel, le SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois, approuvé le 30 janvier 2014, a fait l'objet d'un bilan à 6 ans afin d'évaluer l'atteinte ou non des objectifs qui avaient été fixés. A l'issue du bilan et à la suite de l'extension du périmètre des intercommunalités membres, il a été décidé de prescrire la révision complète du SCoT.

Le bilan du SCoT met en évidence la bonne déclinaison de la loi Littoral par la majorité des communes concernées, lesquelles ont fait l'objet récemment de l'élaboration d'un document d'urbanisme. Les enjeux à venir seront notamment de prendre en compte les dispositifs de la loi ELAN dans le volet loi Littoral (intégrer la notion de secteurs déjà urbanisés et les identifier), de même que les réformes postérieures (loi Climat et Résilience avec le recul stratégique).

En outre, le SCoT a fait l'objet d'une annulation partielle portant sur le volet loi Littoral, à la suite de la décision de la cour administrative d'appel de Douai, décision n°18DA01078. Le juge a annulé la délibération du 30 janvier 2014 approuvant le SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois suivant les motifs concernant la détermination des espaces proches du rivage et des coupures d'urbanisation, comme mentionné en préambule.

Le développement économique, un des axes prioritaires du SCOT, est affirmé dans le PADD comme l'un des cinq objectifs stratégiques :

- **Affirmer une économie d'excellence ancrée dans les fondamentaux du territoire mis en synergie autour du bien vivre et vecteur du développement social,**
- Intégrer la valorisation environnementale comme élément moteur du développement du pays Maritime et rural du Montreuillois,
- Développer une politique de valorisation patrimoniale et culturelle créant du lien social,
- Organiser le développement en application de ces principes sur une base multipolaire liant littoral et avant pays,
- Affirmer des objectifs de croissance cohérents avec la politique de développement économique et sociale mais soutenable sur le long terme au regard des ressources et des choix morphologiques formant le cadre de vie.

2. *Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie*

La commune de Wailly-Beaucamp fait partie du SDAGE Artois-Picardie (2022-2027), projet adopté le 15/03/2022.

Les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) fixent, pour chaque grand bassin hydrographique, les orientations fondamentales pour favoriser une gestion équilibrée de la ressource en eau entre tous les usagers (citoyens, agriculteurs, industriels) ainsi que les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, sur un bassin hydrographique, pour une durée de 6 ans.

Il est élaboré par le Comité de Bassin et approuvé par le préfet coordinateur de bassin.

Le SDAGE est né avec la loi sur l'eau de 1992, qui dispose qu'il « fixe pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ».

L'état Français a choisi les SDAGE, afin de prendre en compte les objectifs définis par la Directive cadre sur l'eau (DCE). Le SDAGE en cours s'applique pour la période 2022-2027.

Il est le premier outil d'orientation mis en place par la loi pour protéger et gérer l'eau dans son intérêt général, en tenant compte des intérêts économiques. Il définit les grandes orientations et les objectifs de qualité à prendre en compte dans la gestion de l'eau et de son fonctionnement sur le territoire du bassin versant Artois Picardie.

Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

Objectifs du SDAGE

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie sont désignés par des lettres :

- Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques,
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante,
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Enjeu D : Protéger le milieu marin,
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Les enjeux environnementaux ont été pris en compte dans le choix de la zone d'extension, des études écologiques ayant été menées en 2021 afin de préserver la biodiversité en place. **La compatibilité avec le SDAGE est détaillée par orientation dans l'évaluation environnementale.**

3. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Authie

Le territoire de Wailly-Beaucamp est concerné par les SAGE Authie (en élaboration) et Canche (approuvé le 04/07/2014).

Le SAGE Authie est en cours d'élaboration (document non opposable). La liste des enjeux est la suivante :

- Assurer la bonne fonctionnalité des milieux aquatiques sur le territoire,
- Prévenir et maîtriser les risques sur le bassin versant de l'Authie,
- Préserver et gérer la ressource en eau sur le territoire,
- Faire vivre le SAGE de l'Authie sur le territoire.

Le SAGE de la Canche a été approuvé le 3 octobre 2011 avec un arrêté complémentaire en 2014. Au regard du SAGE CANCHE, le projet est concerné par les dispositions et règles suivantes.

Le SAGE vient fixer des règles et des dispositions pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la préservation des milieux aquatiques, la réduction des risques et la valorisation de la présence de l'eau sur le territoire. Ce schéma se concrétise dans 2 documents :

- Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD),
- Le Règlement.

Thème	Sous-thème	Enjeux	Compatibilité du projet
Qualité de l'eau	Eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none"> · Eviter la diffusion des pollutions issues du ruissellement ; · Limiter les risques d'érosion de sols ; · Limiter les risques d'inondations par ruissellement ; · Améliorer le fonctionnement des réseaux unitaires. 	Non concerné
	Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> · Protéger la ressource en eau et les milieux aquatiques. 	Non concerné
	Protection de la ressource	<ul style="list-style-type: none"> · Assurer un bon niveau qualitatif et quantitatif des ressources en eau superficielle et souterraine. 	Des mesures chantier sont prises afin de préserver les masses d'eau souterraines.
Risques	Ruissellement	<ul style="list-style-type: none"> · Limiter les risques d'inondation par ruissellement ; · Limiter les risques d'érosion ; · Réduire le risque de pollution des eaux de surface, eaux souterraines et eaux de baignade. 	Non concerné
	Inondation	<ul style="list-style-type: none"> · Réduction et prévention du risque inondation pour les biens et les personnes. 	Non concerné
Milieux naturels	Trames vertes et bleues	<ul style="list-style-type: none"> · Maintenir et/ou restaurer les continuités écologiques afin d'assurer la vie et le développement des cycles biologiques. 	Le site d'extension pourra être végétalisé.
	Zones humides	<ul style="list-style-type: none"> · Prévenir les risques inondation et rétablir les fonctionnalités liées aux zones tampons (inondation et restitution lors des sécheresses) ; · Enjeux biochimiques de filtration des polluants ; · Préserver la biodiversité. 	Une étude de détermination de zone humide a été réalisée. La zone d'extension n'est pas classée zone humide.

4. Schéma interdépartemental des carrières

Ce schéma est défini par l'article L.515-3 du Code de l'Environnement :

« Le schéma régional des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources [...], ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, [...], la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace [...], tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage.

Il identifie les gisements potentiellement exploitables [...] et recense les carrières existantes. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites ».

Le schéma régional des carrières fixe différentes orientations et objectifs à atteindre concernant l'approvisionnement des matériaux, dans un objectif d'une utilisation économe des matières premières et dans un souci de réduction de l'impact des extractions réalisées sur l'environnement. Différentes recommandations y sont répertoriées.

Des recommandations sont fixées dans le schéma interdépartemental des carrières concernant les projets d'ouverture et d'extension de carrières, les recommandations concernant 4 domaines, les exploitants des futurs sites sont invités à suivre ces recommandations fixées par le schéma interdépartemental des carrières :

- L'adaptation du projet de carrière à l'amont en fonction du milieu environnant
 - Il est nécessaire de prendre en compte la protection du patrimoine existant (cela concerne la faune, la flore, les habitats naturels, la géologie le bâti) et les richesses archéologiques
 - Promouvoir la concertation locale et préserver la qualité de vie des riverains
 - Concevoir un plan de paysage et de biodiversité en amont du projet afin d'envisager une exploitation permettant la meilleure continuité possible de la vie animale et végétale pendant l'exploitation du site
- La limitation des atteintes écologiques
 - Recherche de solutions d'évitement et réduction des impacts sur les milieux naturels en s'adaptant au contexte local
 - La compensation des impacts résiduels après les mesures d'évitement et de réduction, cette compensation peut avoir lieu avant ou pendant l'exploitation. Cette compensation présentera donc une garantie de pérennité du site
- La création et l'acceptation d'un nouveau paysage choisi et accepté
 - L'ouverture ou l'extension d'une carrière modifie le paysage et il est nécessaire de prévoir la création d'un nouveau paysage qui sera choisi et accepté. Cette adaptation doit permettre de mettre en valeur des éléments qui sont directement issus de l'exploitation tout en prenant en compte les milieux environnants.
- La réduction des atteintes hydrauliques et hydrogéologiques
 - Evaluer la richesse hydrogéologique qui peut être menacée lors de projets
 - Proscrire l'ouverture de nouvelles carrières dans le lit mineur des cours d'eau et dans les plans d'eau traversés par des cours d'eau

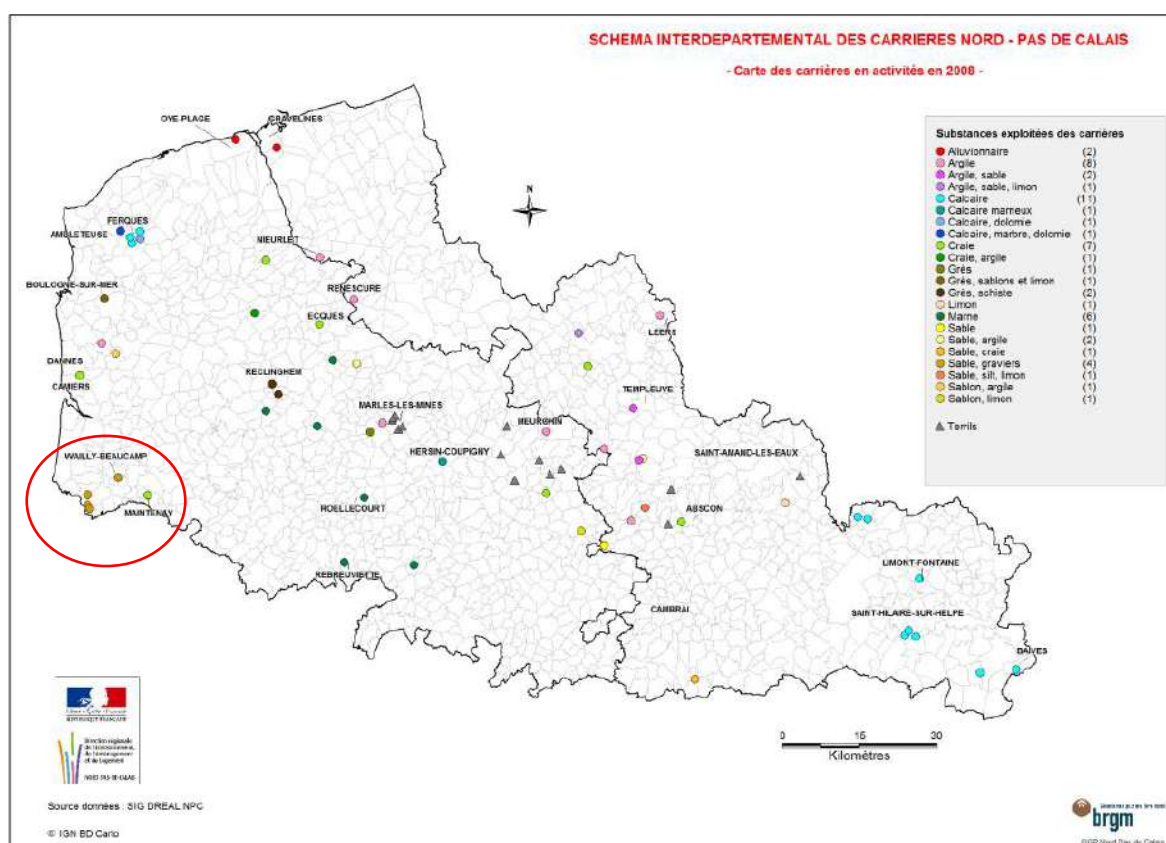
- Pour les sites pouvant valoriser les eaux d'exhaure, il sera nécessaire de mesurer les impacts liés au prélèvement d'eau sur des milieux naturels situés en aval, en amont et au droit du site.

Le schéma interdépartemental des carrières fixe des objectifs en matière d'utilisation des ressources, le projet d'extension de la carrière permettra d'atteindre ces objectifs fixés dans le schéma. Les matériaux extraits de la carrière de Wailly-Beaucamp font partie de la catégorie recensée comme étant le plus en déclin, il s'agit des sables et graviers. Ce type de matériau viendra à manquer. La catégorie des sables et graviers a été classée dans les matériaux en déclin pour le département du Nord et le département du Pas-de-Calais.

Le schéma interdépartemental des carrières prévoit, pour le département du Pas-de-Calais, une possibilité de réserve autorisée pouvant être augmentée, cette autorisation concerne aussi bien les sables landéniens, que les sables wealdiens, les sables quaternaires et quelques sables jurassiques.

Le schéma précise que la région Nord-Pas-de-Calais (au moment de la rédaction du schéma) est déficitaire en sables et en a importé 1.41Mt, et il ajoute « l'exploitation de sables terrestres, de sables sous-produits de l'exploitation de roches massives ou de sables maritimes pourrait pallier ce déficit ».

Ainsi, l'extension de la carrière de Wailly-Beaucamp permettra d'atteindre ces objectifs fixés dans le schéma interdépartemental des carrières.

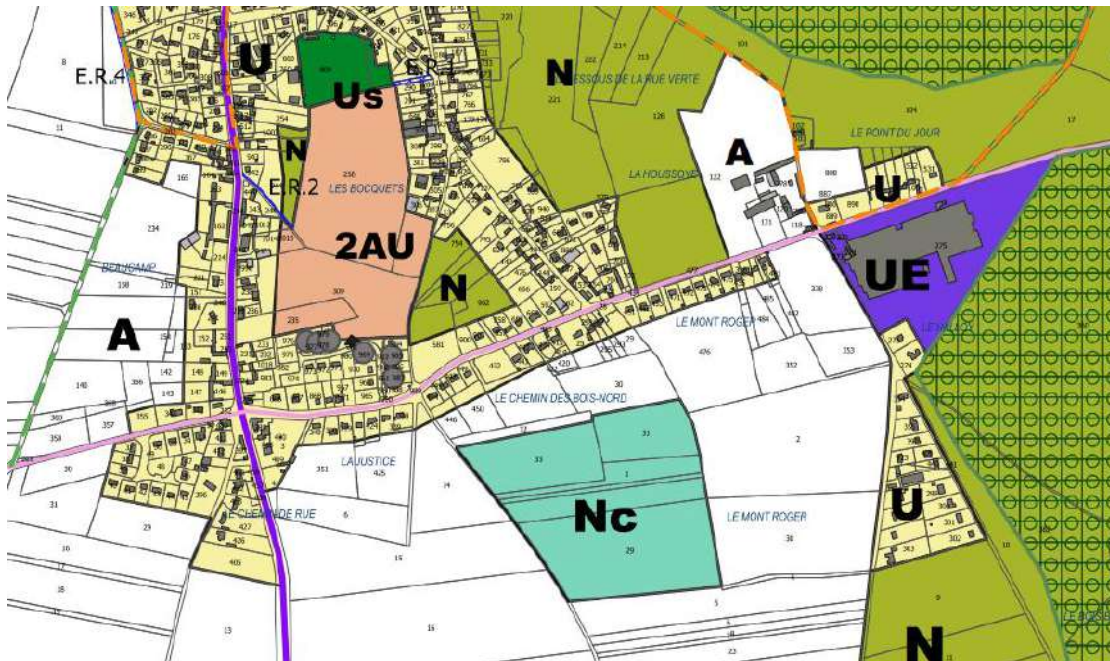


IV. L'évolution du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

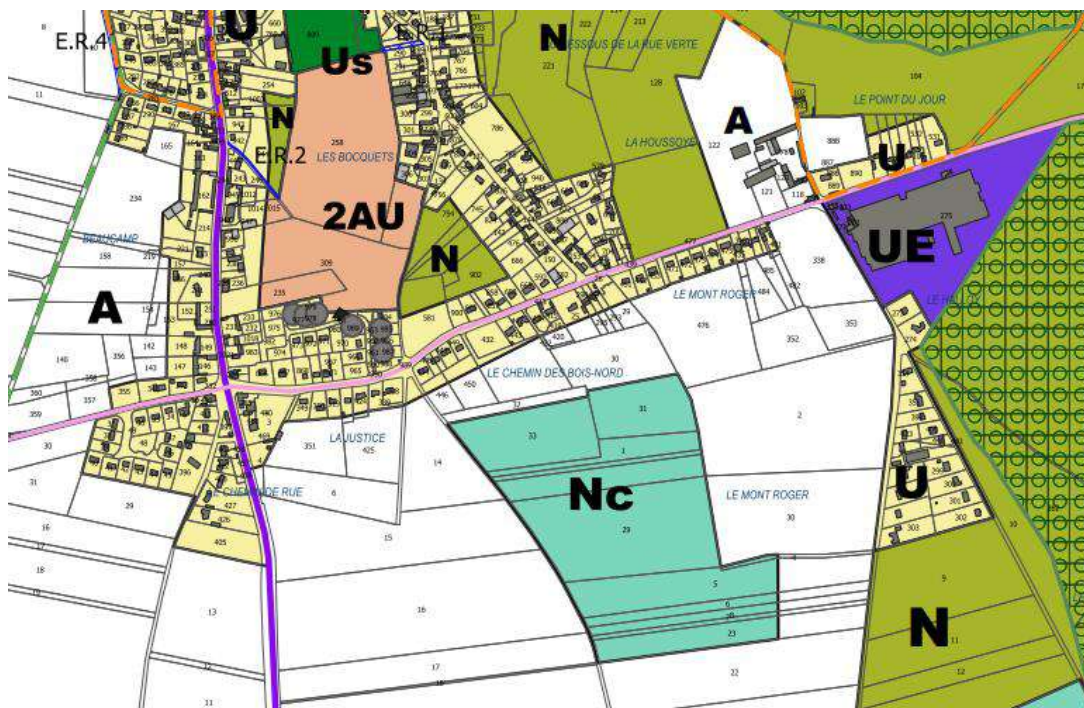
1. Modification du zonage

Afin de permettre l'extension de la carrière, le zonage Nc est étendu sur une partie des parcelles des parcelles ZC05, ZC06, ZC07.

Zonage avant modification



Zonage après modification



2. Le règlement

Le règlement du secteur Nc existe d'ores et déjà. Néanmoins, il est proposé d'ajouter des dispositions relatives à l'emprise au sol et à la hauteur maximale ; en effet, le secteur Nc constitue un STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées).

Les STECAL sont des secteurs délimités au sein des zones inconstructibles des PLU (zones A et N) et au sein desquels certaines constructions ou installations peuvent être édifiées de manière dérogatoire (CU, art. L. 151-13) :

Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la [loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000](#) relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#).

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs.

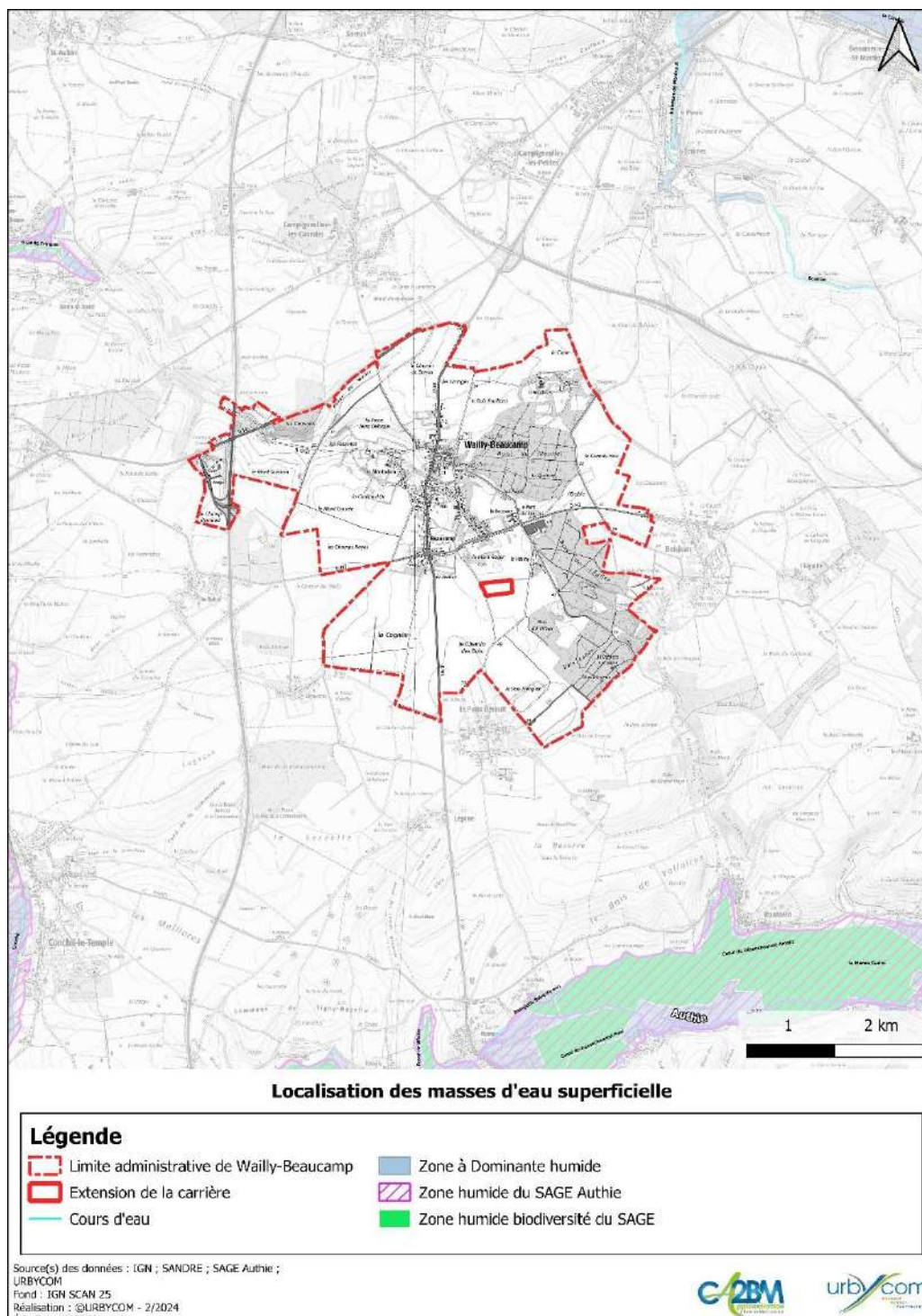
En ce sens, l'évolution du règlement du PLU de Wailly-Beaucamp est proposée comme suit :

- Ajout d'une disposition à l'article N09 : « dans le secteur Nc, l'emprise au sol maximale des constructions autorisées est de 50m² ».
- Ajout d'une disposition à l'article N10 : « dans le secteur Nc, la hauteur maximale fixée est de 3 mètres au faitage ».
- Ajout d'une disposition à l'article N13 « les pourtours du secteur Nc seront plantés de haies afin de limiter l'impact du site sur le paysage », suite à une recommandation de la MRAE.

IV. Incidence sur l'Environnement de la procédure de révision allégée

1. Impact environnemental

Les enjeux environnementaux sont détaillés dans l’Evaluation Environnementale. La carrière n’est pas située dans une zone humide ni à dominante humide selon les cartographies du SDAGE et du SAGE.



Néanmoins, une étude écologique précise a été réalisée en 2021, et a identifiée des zones humides au nord de la carrière actuellement exploitée.

Plusieurs sondages pédologiques ont été réalisés : les points 4, 5, 6 et 7 faisant partie de la zone en cours de remise en état, correspondent à des zones humides du point de vue pédologique et de la végétation.



La végétation ne laisse aucun doute avec une Saulaie à saule cendré. D'après la flore et les habitats naturels, deux habitats sont caractéristiques de zone humide :

- Prairie humide eutrophe et fourrés (CB 37.2 x 31.8) ;
- Saussaie marécageuse à saule cendré (CB 44.921).

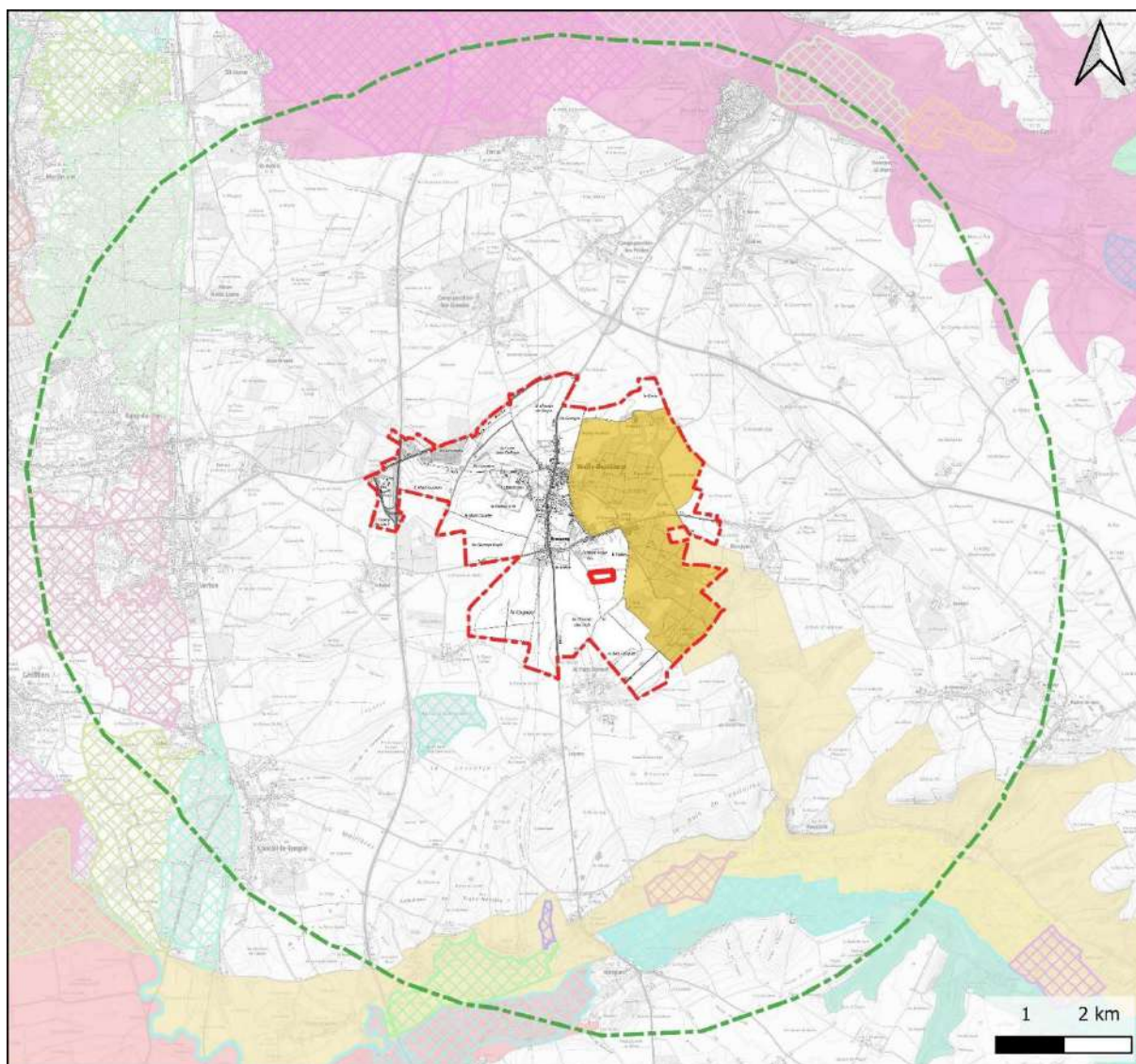
La majorité des espèces d'intérêts recensées sont identifiées au sein de la carrière en activité, en particulier au sein des zones en friche. Les terres prévues pour l'extension du site ne montent pas d'intérêt particulier pour la faune et la flore.



Ce site présentant des enjeux majeurs, une renaturation de la carrière complète sera réalisée en fin d'exploitation.

Les détails de l'étude écologique et de l'étude zone humide sont présentés dans l'Evaluation Environnementale.

Le site est situé à proximité d'une ZNIEFF de type II, « la basse vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire. »



Localisation des ZNIEFF

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la commune
- Périmètre de 5 km

ZNIEFF de type I

- Anciennes ballastières de Conchil-le-temple
- BAIE DE L'AUTHIE
- Bocages et prairies humides de Verton
- Bois de la Commanderie à Conchil-le-Temple
- Bois tourbeux et Marais de Marles-sur-Canche
- Complexe humide arrière littoral de Waben et Conchil-le-temple
- COURS DE L'AUTHIE, MARAIS ET COTEAUX ASSOCIÉS
- Dunes de Merlimont
- Etang et Bois tourbeux de Brimeux
- Landes et Bois de Saint-Josse
- Le Communal de Merlimont
- Le Franc-Marais de Brimeux
- Marais communal de Nempont-Saint-Firmin
- Marais d'Hébécourt et les Prés Valloires à Saulchoy

- Marais de Balançon
- Marais de Cucq-Villiers
- Marais de la Nocq
- Marais de Roussent et Maintenay
- Marais de Tigny-Noyelle
- Marais du Warnier
- Marais et Bois tourbeux de la Calotterie, Attin et la Madelaine-sous-Montreuil
- POLDERS DU SUD DE LA BAIE D'AUTHIE
- Prairies humides de la Grande Tringue
- Prairies humides de Visemarest
- Rive Nord de la Baie d'Authie

ZNIEFF de type II

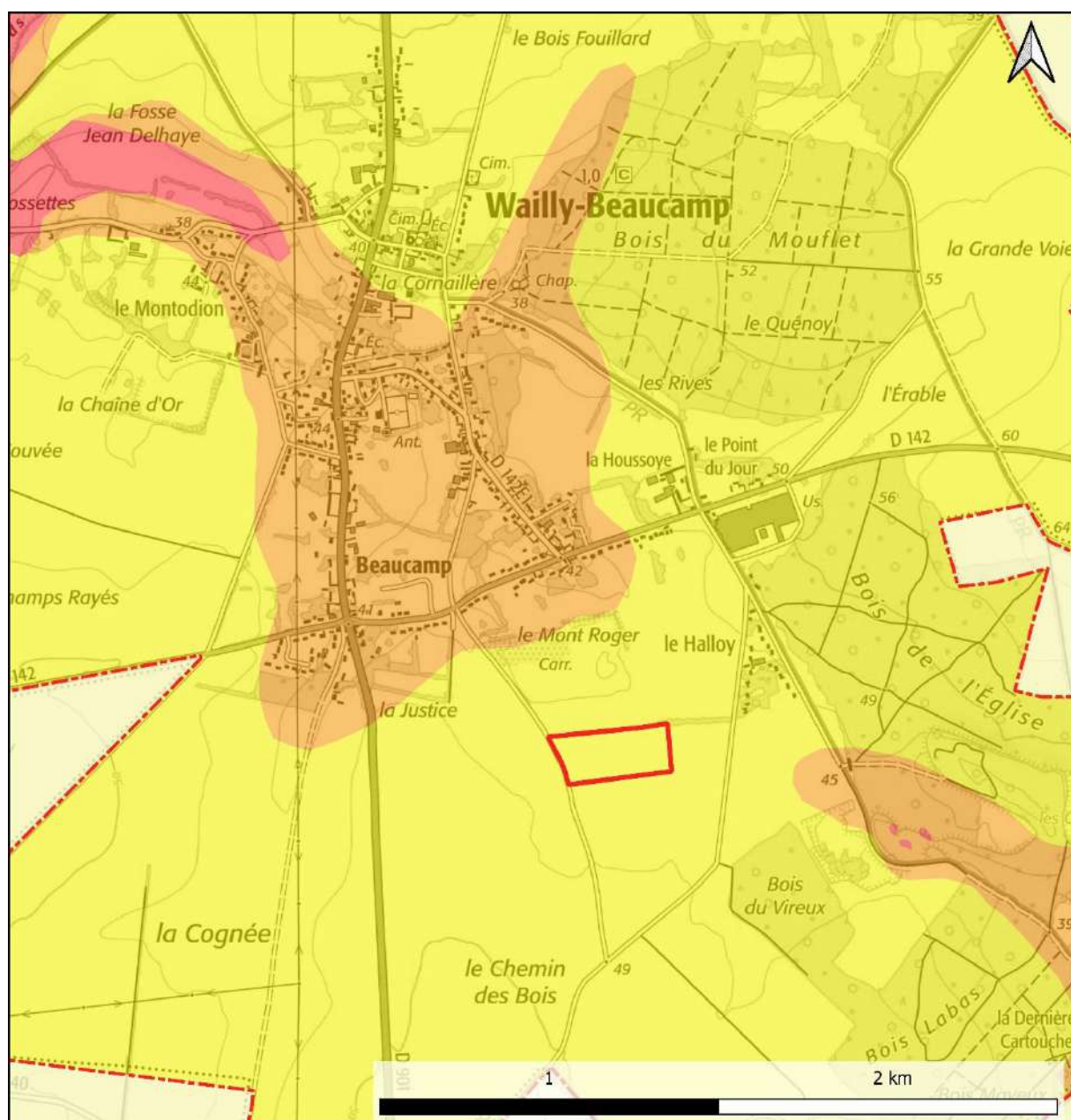
- La basse Vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire
- La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin
- Les vallées de la Créquoise et de la Planquette
- PLAINE MARITIME PICARDE
- VALLÉE DE L'AUTHIE

Source(s) des données : IGN ; INPN ; URBYSOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
 Echelle : 1/80000



En termes de ressource en eau, la commune est située en zone vulnérable vis-à-vis de la pollution de l'eau par les nitrates. La carte présentant la vulnérabilité du territoire aux nitrates illustre une sensibilité moyenne à très forte, avec une sensibilité plutôt forte sur la majorité des tracés des cours d'eau. La craie blanche présente en sous-sol est plutôt affleurante, ce qui signifie qu'elle est perméable, et donc favorable à l'infiltration, mais assez défavorable à l'épuration, donc plus sensible aux rejets et aux polluants.

L'extension de carrière se situe en zone de vulnérabilité moyenne.



Vulnérabilité des nappes d'eau souterraine

Légende

 Limite administrative de Wailly-Beaucamp

 Extension de la carrière

Vulnérabilité des eaux souterraines

 Moyen

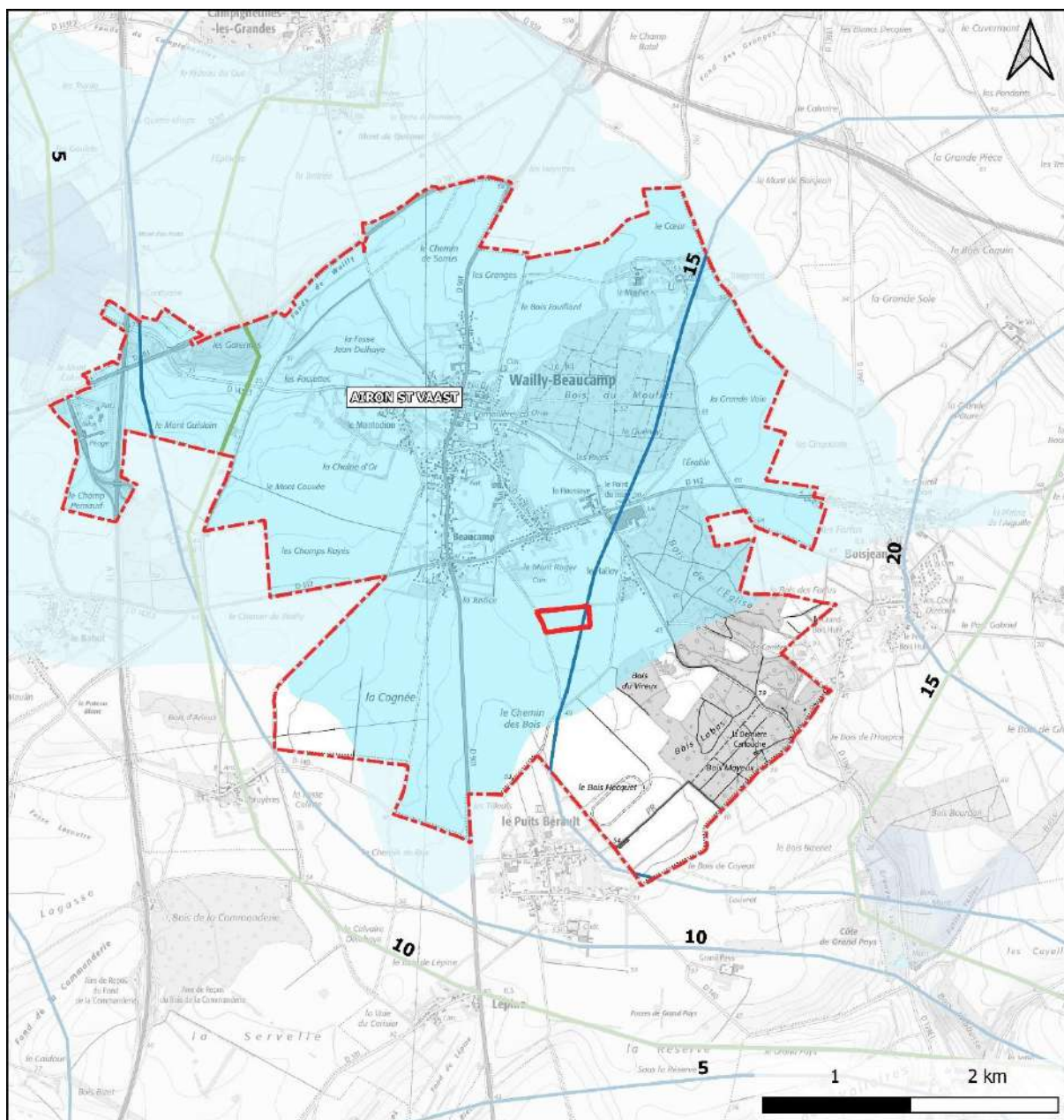
 Fort

 Très fort

Source(s) des données : IGN ; SDAGE Artois-Picardie ; URBYSOM
Fond : IGN SCAN 25
Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
Échelle : 1/15000



En outre, le secteur de projet est situé dans une aire d'alimentation de captage.



Localisation des captages d'eau potable

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière

- Aires d'Alimentation de Captage
- Piézométrie basses eaux 2009
- Piézométrie Basses Eaux 2009

Etat des captages

- ▲ Actif

Périmètre de protection des captages

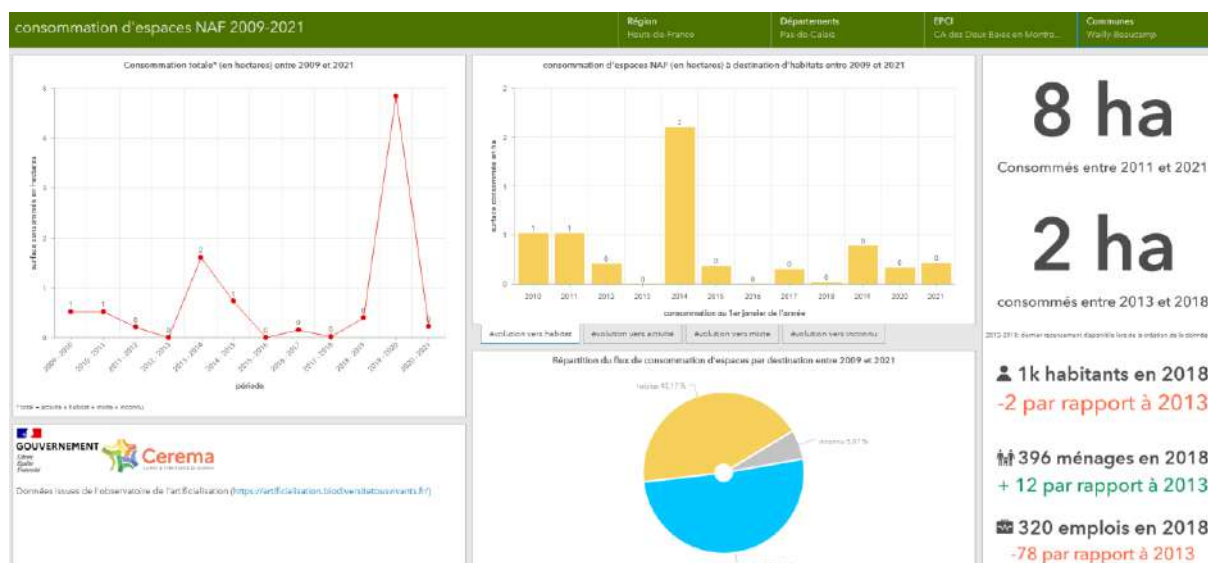
- Périmètre éloigné
- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché

Source(s) des données : IGN ; SDAGE Artois-Picardie ;
URBYCOM
Fond : IGN SCAN 25
Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
Échelle : 1/34154

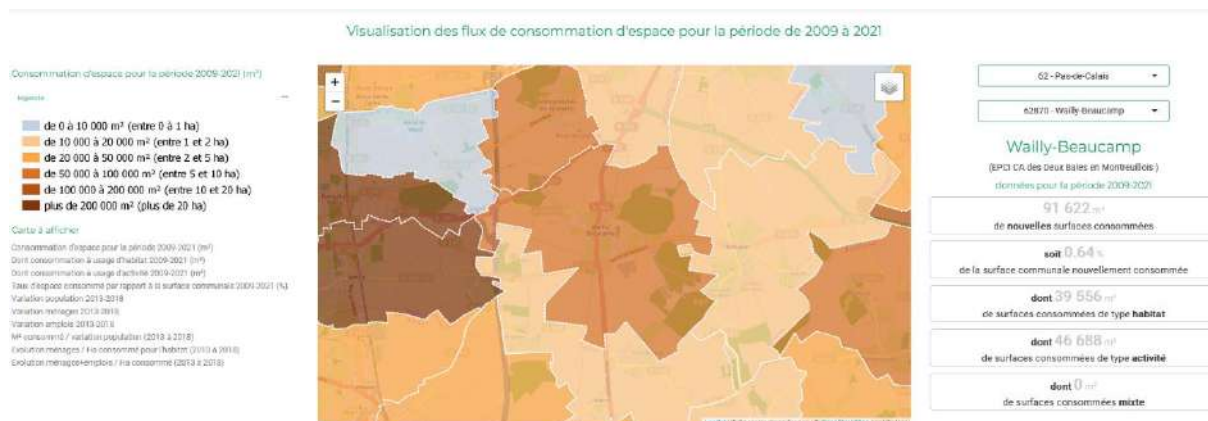


2. Impact sur la consommation d'espace et les terres agricoles

8 hectares ont été consommé entre 2011 et 2021 sur le territoire communal.

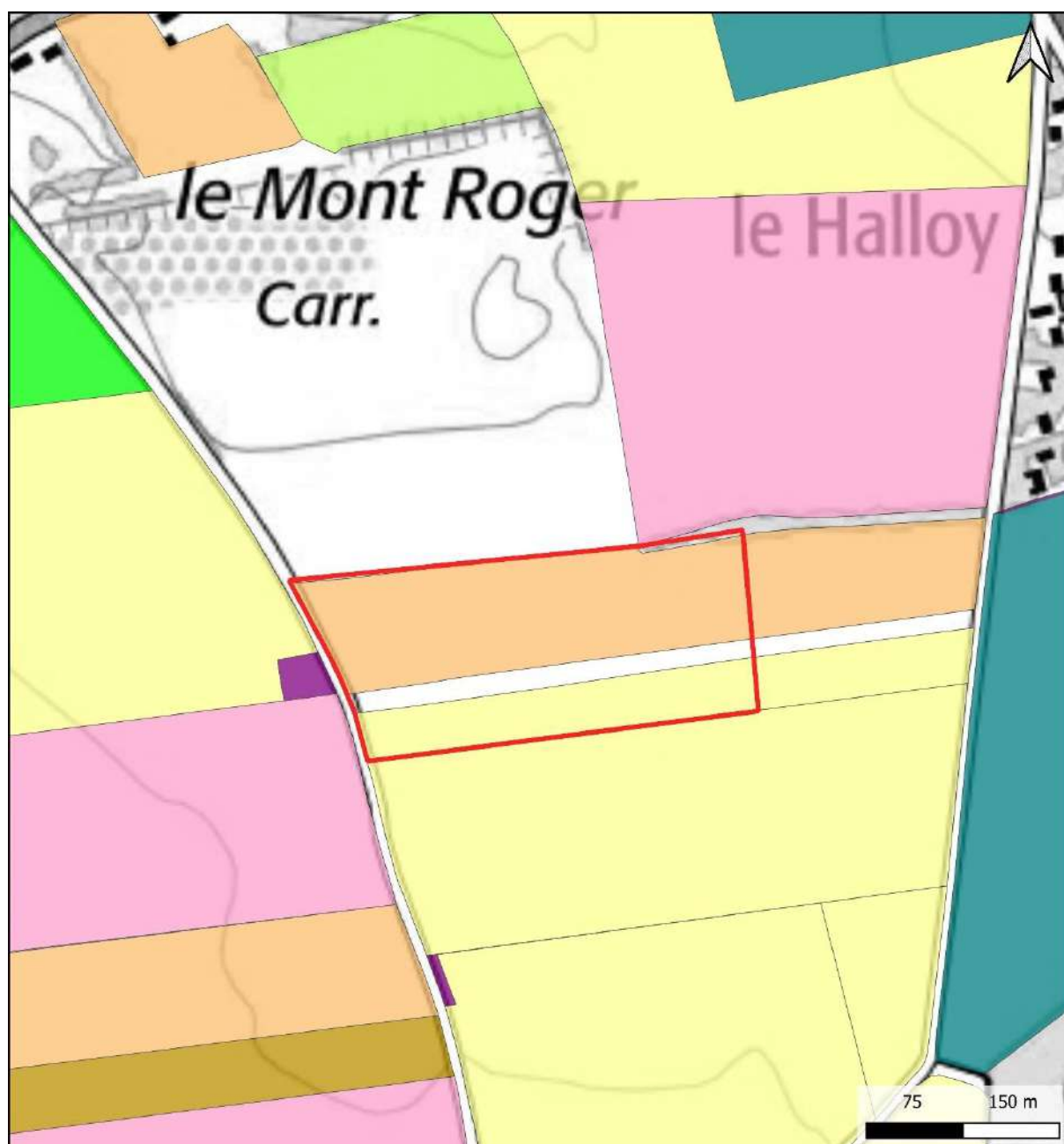


50,96 % de la consommation d'espaces (soit 4,6 ha) est à destination de l'activités entre 2009 et 2021.



La zone d'extension se situe en zone de culture blé tendre et orge. Elle entrainera donc la perte de 4,09 ha de terres cultivées.

Elle impacte trois exploitants agricoles, qui ont tous un bail rural avec la commune de Wailly-Beaucamp, hormis pour la parcelle ZC5.



Registre Parcellaire Graphique 2019

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière

Registre Parcellaire Graphique 2019

- | | |
|--|--|
| Blé tendre | Plantes à fibres |
| Maïs grain et ensilage | Prairies permanentes |
| Orge | Autres cultures industrielles |
| | Légumes ou fleurs |
| | Divers |

Source(s) des données : IGN ; Géorisques ; URBYCOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
 Échelle : 1/3955



3. *Impact sur le paysage*

La plantation de haies et la réalisation d'une butte sont prévues autour de l'extension du site afin de limiter les impacts sur le paysage. Le projet a un impact visuel depuis la voie de desserte du site mais faible à l'échelle communale.



Perspective sur le site existant depuis un espace libre rue de Boisjean : la présence d'une haie limite les impacts visuels



V. Conclusion

Le projet permet l'extension d'une carrière existante, génératrice d'emplois sur le territoire. Les enjeux écologiques les plus importants sont situés sur l'emprise existante de la carrière, dont la renaturation est prévue.

Bilan coûts – avantages du projet	
Points positifs	Points négatifs
<ul style="list-style-type: none">• Développement économique de la carrière et création d'emplois,• Mise en œuvre du projet politique de la commune,• Absence d'enjeux écologiques sur la zone d'extension,• Réalisation d'une haie prévue autour de l'extension, limitant les impacts sur le paysage.• Renaturation prévue du site existant (11,3 ha), qui permet de compenser l'extension du site.	<ul style="list-style-type: none">• Impact sur l'agriculture (4,09ha d'espace cultivés, soit 0,5% des surfaces agricoles de la commune).• Projet d'extension situé au sein d'une aire d'alimentation de captage et en zone de vulnérabilité moyenne pour la ressource en eau.